























































































































































































































































































































































































































## REFERENCES

- APCAM- CSA- MSU- USAID. (2011). [Évaluation du secteur agricole du Mali 2011](#). November 2011. Bamako
- Atkins International. (2006). Profil Environnemental du Mali 2006. Commission Européenne. Bamako.
- AU (2003) "Declaration on Agriculture and Food Security in Africa". Annex 3 of the Assembly of the African Union, Second Ordinary Session, 10 - 12 July 2003, Maputo, Mozambique
- Balié, J. (2004). Identification des opportunités d'investissement dans la zone de l'Office du Niger au Mali, Programme régional pour la sécurité alimentaire de l'UEMOA. D. d. c. d'investissement. Rome, FAO: 59.
- Baris, P. and Y. Borgui (2005). Pour une approche renouvelée des investissements de l'AFD en matière de développement agricole. Volet 1 : analyse rétrospective. Etude de cas Mali. . Paris, AFD: 69.
- Beaujeu, R.; Kolie, M.; Sempere, J.-F. et C. Uhder. (2011). [Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne](#). A Savoir 05. Agence Française de Développement.
- Benamou, Y. (2005). Histoire du secteur cotonnier au Mali de la fin des années 1940 à nos jours UFR Histoire, Histoire de l'Art, Archéologie,. Toulouse, Université Toulouse le Mirail. Mémoire de Maîtrise: 99
- Boughton, D. ; Dembélé N., (2010). Rapid reconnaissance of grain coarse production and marketing in the CMDT zone of southern Mali : field work report of the IER-CSA-PROMISA team. Michigan State University.
- Bourdet, Y., Dabitaio K., Dembélé A. (2011). [Croissance, emploi et politiques pour l'emploi au Mali, version préliminaire](#).
- Bricas, N., Thirion M.C, Zoungrana B., (2009). Bassins de production et de consommation des cultures vivrières en Afrique de l'Ouest et du Centre. CILSS, AFD, CIRAD, IFAD.
- Brooks, J. and Wiggins, S. (2010) "The use of input subsidies in developing countries". Paper presented at the Global Forum on Agriculture 29-30 November 2010, OECD, <http://www.oecd.org/dataoecd/50/35/46340359.pdf>
- Centre Agro-Entreprise (CAE). (2001). Test de dégermage du maïs au niveau des minoteries rurales en zone CMDT. CAE/Afrique Verte/IER.
- Centre Agro-Entreprise (CAE). (2001). Etude pour la promotion des filières agro-industrielles ; Volume III : Analyse de l'état des filières de l'élevage.
- CEDEAO, République du Mali et Union Africaine (2006) "Mali: Revue des efforts de développement dans le secteur agricole". <http://www.caadp.net/pdf/CAADP%20Stocktaking%20Documents%20-%20Mali.pdf>

CILSS, FAO, FEWSNET, WFP. (2011). Missions conjointes sécurité alimentaire et marchés. Evaluation globale de la situation alimentaire des marchés et des flux transfrontaliers. Bassins centre et ouest de l'Afrique de l'Ouest.

Coulibaly, J., (2010). Crop Prices and Yield Analysis : Mali in *INTSORMIL, USAID. 2010. Transfer of Sorghum, Millet Production, Processing and Marketing Technologies in Mali*, Quarterly Report

Cellule de Planification et Statistiques (CPS). (2011) "Revue des Dépenses Publiques du Secteur Rural dans le Cadre du Programme National d'Investissement du Secteur Agricole (PNISA) Rapport provisoire". Report prepared by BAC+ for Cellule de Planification et de Statistique, Ministry of Agriculture, Mali.

Cellule de Planification et de Statistique. (2002). Ministère de la Santé (CPS/MS). Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) et ORC Macro. [Enquête démographique et de santé au Mali 2001](#). Calverton, Maryland, USA.

Cellule de Planification et de Statistiques (CPS). (2001). Ministère du Développement Rural. Schéma directeur du secteur du développement rural. Actualisation - SDDR 2000. Volume I, Situation du secteur du développement rural et bilan de la mise en œuvre du SDDR 1992-200. Bamako

CMDT (2005). Annuaire statistique 04/05. Résultats de l'enquête agricole permanente. CMDT/DTDR/DPCG. Bamako: 86.

Corniaux, C., et al. (2005). Consommation de lait et de produits laitiers dans les ménages de Ségou (Mali). Institut d'Economie Rurale.

Diakité, L. and Y. Koné (2010). Etude des effets de la crise alimentaire et des reformes commerciales sur les incitations à la production, la performance des marchés et les perspectives de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. F.-R. Office-Ghana. Accra, FAO.

Diakité L et Kone Y. (2011). Paramètres d'analyse des marchés céréaliers (riz, mil, sorgho, maïs) et des produits primaires (lait, huile, sucre) au Mali, novembre 2011

Diallo, B., N. Dembélé, et al. (2010). Analyse des prix de parité en Afrique de l'Ouest : Le cas du riz depuis la crise de 2007-2008. Atelier régional de validation de l'étude sur les prix de parité du riz en Afrique de l'ouest. MSU, Michigan State University.

Diallo, A. S. (2011). An Analysis of the Recent Evolution of Mali's Maize Subsector. College of Agriculture and Natural Resources-Department of Agricultural, Food, and Resource Economics, Michigan State University. Master of Science in Agricultural Economics.

Diarra, S. et al. (2011). [Schéma de commercialisation des céréales au Mali](#). Ministère de l'Agriculture. Bamako

Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). Ministère de l'Élevage et de la Pêche (2006). Rapport annuel 2005.

Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). Ministère de l'Élevage et de la Pêche (2007). Rapport annuel 2006.

Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). Ministère de l'Élevage et de la Pêche (2008). Rapport annuel 2007.

Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). Ministère de l'Élevage et de la Pêche (2009). Rapport annuel 2008.

Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). Ministère de l'Élevage et de la Pêche (2010). Rapport annuel 2009.

Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). Ministère de l'Élevage et de la Pêche (2011). Rapport annuel 2010.

Drazen A. (2000). [Political economy in Macroeconomics. Chapter 1. What is Political Economy ?](#). [en ligne], consulté le 29.06.12. Princeton University Press. Princeton.

Estur, G. (2009). Evaluation de la rémunération finale des producteurs au titre de la campagne 2008/2009- Rapport Final MISSION DE RESTRUCTURATION DU SECTEUR COTON: 39.

Etta-Nkwellea, M., J.-G. Jeonga, et al. (2010). "Misalignment of the real exchange rate in the African Financial Community (CFA zone) and its policy implications." *Applied Financial Economics* 20(15).

FEWSNET. (2011). Mali, mise à jour des perspectives de sécurité alimentaire, Février 2011.

Hellin, J et al. (2010). IFPRI. Using qualitative market mapping to explore Aflatoxin contamination along the Maize and Groundnut Value Chains. Afla Control Project, IFPRI.

La Chapelle, A. (2011). Présentation Powerpoint : Présentation générale PDA, PNISA, PASSDR. Bamako

Lançon, F. (2009). Politique rizicole et sécurisation alimentaire en Afrique de l'Ouest. . 3ème journées de recherche en science sociale ITAN-SFER-CIRAD CIRAD. Montpellier, CIRAD.

Lançon, F. and H. D. Benz (2007). Rice imports in West Africa: trade regimes and food policy formulation. 106th seminar of the EAAE, Pro-poor development in low income countries: Food, agriculture, trade, and environment. CIRAD. Montpellier, France.

Fan, S. and Zhang, X. (2008) "Public Expenditure, Growth and Poverty Reduction in Rural Uganda". *African Development Review*, Vol. 20, Issue 3, pp.466-496

Fan, S., Omilola, B. and Lambert, M. (2009) "Public Spending for Agriculture in Africa: Trends and Composition". ReSAKSS Working Paper No. 28

FAO. (2009). Fonds Européen de Développement, Groupe des États ACP. Tables rondes – Rôle des inter-professions dans le développement des filières riz et mil/sorgho au Mali, Rapport de Synthèse.

FAO. (2010). [Profil Nutritionnel de Pays, République du Mali](#). Systèmes d'Information et de Cartographie sur l'Insécurité Alimentaire et la Vulnérabilité.



FAO. (2010). Initiative FAPDA – Food and Agriculture Policy Decision Analysis, Manuel guide pour la collecte, la classification et la description des décisions politiques agricoles et alimentaires.

FAO. (2011). FAPDA [Outil d'analyse des décisions politiques alimentaires et agricoles](#). FAO.

FAO. (2011). "The State of Food Insecurity in the World" <http://www.fao.org/publications/sofi/en/>

Farvacque-Vitkovic (2007). [Développement des villes maliennes, enjeux et priorités](#). Africa Region Workin Paper Series Number 104 b. Banque mondiale

FIDA, PAM, FAO. (2011). [L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Comment la volatilité des cours internationaux porte-elle atteinte à l'économie et à la sécurité alimentaire des pays ?](#). FAO, Rome.

Groupe de Recherche et d'Echange Technologique, REDEV. (2005). [La Loi d'Orientation Agricole du Mali](#).

Guibert, B. et al. (2009). IRAM. Etude régionale sur les contextes de la commercialisation du bétail/accès aux marchés et défis d'amélioration des conditions de vie des communautés pastorales, IRAM.

Gubert, F. ; Lassourd T. et Mesplé-Somps, S. (2010). Transferts de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse à partir de trois scenarii contrefactuels. Institut de Recherche et Développement, Université Dauphine Paris.

Guegen, J. (2010). Vers une maîtrise des filières céréalières par les Organisations Paysannes au Mali. AOPP, AFDI, Agricorn.

Gonon, P. : Kotlok, N. (2012). [Migrations et pauvreté : essai sur la situation malienne](#)", CERISCOPE [Pauvreté, 2012](#)

Institut National de la Statistique (INSTAT). (2009). Le Mali en Chiffres.

Institut National de la Statistique (INSTAT). (2011). [Education et alphabétisation, conditions de vie de la population et dépenses de consommation des ménages, avril-juin 2011](#). Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP). Rapport d'analyse premier passage. Avril-juin 2011.

Institut National de la Statistique (INSTAT). (2009). Bureau Central du Recensement (BCR). [4e Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali. R.G.P.H.2009](#). Résultats provisoires. Bamako

Institut National de la Statistique (INSTAT). (2011). [Enquête par grappe à indicateurs multiples et de dépenses des ménages \(MICS/ELIM\) 2010](#), Résultats préliminaires du volet ELIM. Résultats provisoires. Bamako

L'Essor. (2012). [Valorisation de la filière lait : une locomotive appelée PRODEVALAIT](#). Mars 2012.

London Economist Intelligence Unit. (2011). Country Report Mali August 2011. London

MAFAP (2010) "Monitoring African Food and Agricultural Policies project methodology: concept paper". Draft paper, [www.fao.org/mafap](http://www.fao.org/mafap)

- MAFAP (2012) "Analyse préliminaire du contexte politique au Mali". Draft project background paper.
- Meyer, C., Duteurtre G. (2001). Equivalents lait et rendements laitiers : modes de calcul et utilisation. In « Marchés urbains et développement laitier en Afrique subsaharienne. Actes de l'atelier international, 9-10 sept. 1998. CIRAD
- Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement-MEA. (2011). [Evaluation Environnementale Stratégique du Développement Rural au Mali Secteurs Agriculture, Elevage et Pêche](#). Bamako.
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. (2011). Département Observatoire de l'Emploi et de la Formation. Enquête Emploi Permanente Auprès des Ménages, EPAM 2010, premiers résultats. Département Observatoire de l'Emploi et de la Formation, Bamako
- Ministère de l'Agriculture. (2007). Direction Nationale de l'Agriculture, Centre d'Etudes pour le Développement Intégré du Sahel. Lecture croisée des différentes politiques nationales Agricoles. Bamako, Mali.
- Ministère de l'Agriculture. (2007). Programme de Compétitivité et Diversification Agricole. Plan de compétitivité Filière Bétail/Viande, Edition 2007-2008, Version préliminaire.
- Ministère de l'Agriculture. (2008). Programme de Compétitivité et Diversification Agricole. Programme d'actions prioritaires de la filière Bétail-Viande.
- Ministère de l'Agriculture. (2009). Secrétariat Général. [Bilan de l'Initiative riz de la campagne 2008-2009](#). Ministère de l'Agriculture, Bamako, Mali.
- Ministère de l'Agriculture. (2009). Plan d'opération riz, campagne 2009-2010. Ministère de l'Agriculture, Bamako, Mali.
- Ministère de l'Agriculture. (2009). Programme d'intensification de la culture du Maïs. Campagne agricole 2009-2010. Bamako, Mali.
- Ministère de l'Agriculture. (2010). Secrétariat Général. Synthèse du plan de campagne agricole 2009-2010. Ministère de l'Agriculture, Bamako, Mali.
- Ministère de l'Agriculture. (2010). Secrétariat général. Bilan de l'Initiative riz de la campagne agricole 2009-2010. Ministère de l'agriculture, Bamako. 47 pages.
- Ministère de l'Agriculture. (2010). Bilan Initiative riz de la campagne 2009-2010. Ministère de l'Agriculture, Bamako, Mali.
- Ministère du Développement Rural. 2001. Cellule de Planification et de Statistiques (CPS). Schema directeur du secteur du développement rural. Actualisation - SDDR 2000. Volume I, Situation du secteur du développement rural et bilan de la mise en œuvre du SDDR 1992-200. Bamako
- MSU. (2011). "Mali Agricultural Sector Assessment". Report prepared by the Michigan State University for USAID Mali-AEG under the Food Security III Cooperative Agreement. [http://aec.msu.edu/fs2/promisam\\_2/MSU\\_Mali\\_Ag\\_Sector\\_Assessment\\_Apr25\\_final.pdf](http://aec.msu.edu/fs2/promisam_2/MSU_Mali_Ag_Sector_Assessment_Apr25_final.pdf)

OCDE, BAfD, PNUD, CEA. (2011). [Perspectives Economiques en Afrique 2011, Mali](#) Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), Banque Africaine de Développement (BAfD), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Centre Economique des Nations Unies (CEA). Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

OCDE. (2012) "Agricultural Policies for Poverty Reduction", OECD Publishing <http://dx.doi.org/10.1787/9789264112902-en>

OMS. (2011). [Mali : Health Profile](#). Organisation Mondiale de la Santé. Genève.

Pearce, C. Fourmy, S., Kovach H. (2009). [Delivering Education for All in Mali](#). Oxfam Research Report. Oxford, UK: Oxfam International.

Pomeranz, S. (2006). Etude sur les filières laitières au Mali. Comité Français pour la Solidarité Internationale.

PNUD. (2010). [Rapport sur le développement humain 2010](#). Programme des Nations Unies pour le Développement. New York.

République du Mali. (2003). Recensement Général de la population et de l'habitat au Mali – Analyse. Tome 6. Perspectives de la population résidente du Mali (1999- 2024). Ministère Délégué au Plan, Bamako.

République du Mali. (2008). Pauvreté des enfants et inégalités au Mali. Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI). Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). UNICEF, Bamako, Mali, 2008.

République du Mali. (2009). [La protection sociale et les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre : le cas du Mali](#). Ministère du Développement Social, de la Solidarité, et des Personnes âgées, UNICEF, Overseas Development Institute (ODI). Bamako.

Reuters. (2010). Mali to raise gold [production](#) to 52.4 tonnes in 2010. Thomson Reuters 2012. Roy, A. (2010). "L'initiative riz au Mali: une réponse politique à l'insécurité alimentaire." *Politique Africaine*(119): 87-106.

Roy, A. (2010). "[L'initiative riz au Mali: une réponse politique à l'insécurité alimentaire](#)." *Politique Africaine*(119): 87-106

Samaké, A., J.-F. Béliers, et al. (2007). Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural RURALSTRUC PROGRAMME CEPIA, World Bank, French Cooperation 227.

Samaké Amadou-Jean Francois Belieres, Christian CORNIAUX, et al. (2008a). [Changements structurels des économies rurales dans la mondialisation](#). Programme RuralStruc Mali - Phase II. World Bank.

Sanders, J., Ouendeba, B. (2010). Sorghum and Millet in Mali, in *Transfer of Sorghum, Millet Production, Processing and Marketing Technologies in Mali*. INTSORMIL, USAID. Quarterly Report. 2010.

SNV. (2006). Etude des filières bétail/productions animales (viande-lait-peaux et cuirs) dans la région de Gao.

SOFI (State of food insecurity in the world). (2011). FIDA, PAM, FAO. [L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Comment la volatilité des cours internationaux porte-elle atteinte à l'économie et à la sécurité alimentaire des pays ?](#). FAO, Rome.

Soule, B.G., Gansari, S. (2010). La dynamique des échanges régionaux des céréales en Afrique de l'Ouest. Michigan State University (MSU).

Teme et al. (2010). Modèle de transformation intégrée des 'Zones Greniers' au Mali : Développement de la Zone Grenier pilote à Sikasso. Ministère de l'Agriculture/AGRA. IER, 2010.

Teravaninthorn, S. and G. Raballand (2009). Transport Prices and Costs in Africa. A Review of the Main International Corridors Washington DC, The World Bank.

Touré, M. et al. (2010). Développement de l'élevage et réduction de la pauvreté au Mali. Diagnostic de la situation de l'élevage. Partenariat pour le développement de l'élevage, la réduction de la pauvreté et la croissance économique en Afrique. Alive (African Livestock Initiative).

Traoré, P., B. Diarra, S. (2010). Etude sur la transmission des fluctuations et sur les prix de parité du riz et du maïs au Mali. Observatoire des marchés agricoles (OMA).

UEMOA. (2002). Appui à la mise en œuvre de la politique agricole de l'union en matière de sécurité alimentaire. Programme régional de sécurité alimentaire. Mali : proposition d'investissement dans le domaine de la sécurité alimentaire.

UNICEF. (2008). Pauvreté des enfants et inégalités au Mali. Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI). Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). République du Mali. Bamako, [Mali, 2008](#).

USAID, Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) - Observatoire des Pratiques Anormales (OPA). (2011). [15e rapport de l'OPA UEMOA, Résultats des enquêtes du premier trimestre 2011](#).

Wiggins et al. (2011). Global Donor Platform for Rural Development. Policy Coherence for Agriculture and Rural Development.

WDI. (2012). World Bank World Development Indicators database

WDI. (2010a). [World Development Indicators](#). Washington, D.C.: World Bank. Retrieved from: <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators/wdi-2010>

World Bank. (2010). [Mali: The Demographic Challenge](#). Report No.: 44459-ML Washington, D.C.

## ANNEXE 1. Liste des projets et programmes inclus dans l'analyse des dépenses publiques

Titre du projet/programme	Organisme gouvernemental pour la mise en œuvre
Amélioration riziculture paysanne A On (ARPON III,IV)	Office du Niger
Aménagement bas fonds Niamanali Sikasso PPTE	Gouvernorat de la région de Sikasso
Aménagement de 30 Ha PIV à Zindaga Gao (PPTE)	Gouvernorat de la région de Gao
Aménagement de bas-fonds plaines région Koulikoro	Gouvernorat de la région de Koulikoro
Aménagement des bas-fonds en zones frontalières	Gouvernorat région de Sikasso
Aménagement des berges du fleuve Niger	Agence du bassin du fleuve Niger
Aménagement des PIV dans la région de Gao phase 1 (PAPIV)	Direction nationale de l'appui au monde rural
Aménagement hydroagricole Bewani (Bloc D Office du Niger)	Office du Niger
Aménagement marché à bétail	DAF Ministère de l'élevage et de la pêche
Aménagement parcellaire de 35 ha à Tanima (PPTE)	Office périmètre irrigué Baguinéda
Aménagement pastoral Pondori du Dialloubé	Ministère de l'élevage et de la pêche
Aménagement petits périmètres irrigués villageois de Sélingué	Bureau du développement rural de Selingué
Aménagement plaines de Diangofala Koulikoro	Gouvernorat de la région de Koulikoro
Aménagements hydroagricoles plaine Wara région de Sikasso PPTE	Gouvernorat de la région de Sikasso
Aménagements plaines de Titiena Sikasso	Gouvernorat de la région de Sikasso
Appui activités femmes dans la filière du Karité	Direction nationale de la promotion de la Femme
Appui au reboisement	Direction nationale de la conservation de la nature
Appui au STP/CIGQE	Ministère de l'environnement. Montant décaissé supérieur au montant budgétisé
Appui aux communautés rurales (PACR)	Cabinet MDSSPA
Appui aux communes rurales de Mopti	Ministère de l'administration territoriale et collectivités locales
Appui aux initiatives base extension-PAIB (PPTE)	Projet d'appui aux initiatives de base
Appui collectivités décentralisation ACODEP	Ministère de l'agriculture
Appui consolidation décentralisation au Mali	Direction nationale de la conservation de la nature

<b>Appui CPS Ministère agriculture, élevage et pêche</b>	<b>Coût administratifs</b>
<b>Appui filière coton textile dans quatre pays/Initiative coton (PAFICOT)</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Appui programme FAO/Mali/Venezuela</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Appui valorisation du sésame biologique</b>	Direction nationale de la promotion de la femme
<b>Consolidation des activités des groupements féminins zone PRODESO</b>	DAF Ministère de l'élevage et de la pêche
<b>Consolidation du système de gestion trois forêts classées Bamako</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Construction barrages filtrants souterrains</b>	Gouvernorat de la région de Kidal
<b>Construction marché moderne poissons de Bamako PPTÉ</b>	Direction nationale de la pêche
<b>Construction rehab./equip. Centre format. Pratique élevage</b>	Direction nationale de la production et industries animales
<b>Contrat-Plan Etat /OHVN</b>	Office de développement Haute Vallée du Niger
<b>Contrat-Plan Laboratoire central vétérinaire/Etat</b>	Laboratoire central vétérinaire
<b>Contrôle intégré trypanosomiase animale</b>	Ministère de l'élevage et de la pêche
<b>Création d'une zone libre de mouches Tsé-Tsé/trypanosomiase Afrique de l'Est/Ouest</b>	Direction nationale des services vétérinaires
<b>Développement agricole intégré Plaine Saouné</b>	Direction nationale de l'aménagement/équipement rural
<b>Développement de l'aviculture au Mali (PDAM)</b>	Ministère de l'élevage et de la pêche
<b>Développement des ressources halieutiques dans le Lac Sélingué</b>	Office de développement rural de Sélingué
<b>Développement intégré pastoral en zone lacustre Tonka/PPTÉ</b>	Ministère de l'élevage et de la pêche
<b>Développement rural Cercle Ansongo</b>	Direction nationale de l'aménagement/équipement rural
<b>Développement rural intégré Mopti-Tombouctou</b>	Direction nationale de l'hydraulique
<b>Elaboration cadre national de biosécurité au Mali</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Entretien et aménagement infrastructures vulgarisation Office du Niger</b>	Office du Niger
<b>Etablissement du Plan d'aménagement/gestion des massifs forestiers au Mali</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Etude d'actualisation Konan-Korientze</b>	Direction nationale de l'aménagement/équipement rural. Plus de décaissements que de dépenses budgétisées
<b>Etude d'aménagement des bas-fonds</b>	Direction Nationale de l'Aménagement/équipement rural

<b>Etude d'aménagement hydroagricole Phédié Sabalibougou</b>	Office du Niger
<b>Etude d'aménagement petits barrages Ségou</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Etude de développement rural du cercle de Djenné</b>	Direction nationale de l'aménagement/équipement rural
<b>Etude de faisabilité des étangs piscicoles au Mali</b>	Direction nationale de la pêche
<b>Etude develop. valorisation production laitière</b>	Direction nationale des productions de l'industrie animale
<b>Etude développement filière pourghère</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Etude faisabilité/transformation sésame bio/échalote</b>	DAF MPFEP
<b>Etude maraîchages péri-urbains de Bamako/Samanko</b>	Direction nationale de l'appui au monde rural
<b>Etude revêtement canaux secondaire station pompage APPO PPTE</b>	Office périmètre irrigué Baguinéda
<b>Fonds de développement en zone sahélienne (FODESA)</b>	Direction nationale de l'appui au monde rural
<b>Fonds de développement social de lutte contre la pauvreté</b>	Ministère du développement social, solidarité et personnes âgées
<b>Gestion durable des terres FEM</b>	Secrétariat tech. perm. cadre inst. charge gest. ouest. env
<b>Gestion environnement social zone Aval PMB (PPTE)</b>	Direction nationale de l'aménagement/équipement rural
<b>Gestion terres amélioration productivité agricole/pastorale</b>	Secrétariat tech. perm. cadre inst. charge gest. ouest. env
<b>Gestion végétation et réhabilitation des terres en zones arides</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Immatriculation/cadastrage</b>	Zone Office du Niger
<b>Initiative riz réévaluée en Initiative riz-blé-maïs</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Lutte contre la péripneumonie contagieuse bovine</b>	Direction nationale des services vétérinaires
<b>Mise en œuvre de la Loi d'orientation agricole (LOA)</b>	Direction nationale de l'agriculture
<b>Mise en œuvre plan d'action de fertilité des sols</b>	Direction nationale de l'agriculture
<b>Mise en place d'un système permanent information sur le secteur agricole/élevage PPTE</b>	Cellule de planification et de statistique
<b>Mise en valeur du système Faguibine</b>	Direction nationale de l'appui au monde rural
<b>Office riz Mopti contrat plan</b>	Office riz Mopti
<b>Office riz Segou contrat plan</b>	Office riz Ségou
<b>Partenariat/développement durable Institut de gestion environnementale.</b>	Direction nationale de la conservation de la nature

<b>PeV. Agro-sylvo-pastoral élevage, Mali nord-est phase II</b>	Projet élevage Mali nord-est
<b>Plan d'action national de gestion des zones humides</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Plan de passage à l'approche sectorielle du secteur développement rural au Mali</b>	CPS/SDR
<b>Programme intégré développement rural de la région de Kidal</b>	Commissariat à la sécurité alimentaire
<b>Programme ABN de lutte contre l'ensablement dans le bassin du fleuve Niger</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Programme appui au secteur agricole (PASAM)</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Programme appui aux services agricoles aux organisations paysannes (PASAOP)</b>	Ministère de l'agriculture. Plus de décaissements que de dépenses budgétisées
<b>Programme compétitivité diversification agricole (PCDA)</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Programme d'appui développement durable de Yélimané</b>	Direction nationale de l'appui au monde rural
<b>Programme d'appui développement élevage sahel occidental</b>	DAF Ministère de l'élevage et de la pêche
<b>Programme de développement de l'irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué</b>	Direction nationale du génie rural
<b>Programme de lutte contre le criquet pèlerin (PALUCP)</b>	Direction nationale de l'appui au monde rural
<b>Programme de mise en valeur plaines moyen-Bani</b>	Direction nationale de l'aménagement/équipement rural
<b>Programme développement intégré zone Ondy Madina Diassa</b>	Opération Ndama Yanfolila
<b>Programme d'investissement/développement région nord</b>	Cabinet de la présidence
<b>Programme gouvernemental de 50 000 ha réévalué en programme gouvernemental de 103 000 ha</b>	Office du Niger
<b>Programme national d'infrastructures rurales (PNIR)</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Programme panafricain contre les épizooties</b>	Ministère de l'élevage et de la pêche.
<b>Programme quinquennal aménagements aquacoles (PQAA)</b>	Direction nationale de la pêche
<b>Programme quinquennal aménagements pastoraux (PQAP)</b>	Direction nationale de la production et industries animales
<b>Programme régional d'aménagement massif Fouta Djallon</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Programme régional de conservation in situ du bétail ruminant</b>	Ministère de l'élevage et de la pêche
<b>Programme restructuration marché céréalière (PRMC)</b>	Office des produits agricoles du Mali
<b>Programme sécurité alimentaire et revenus zone Kidal (PSARK)</b>	Ministère de l'agriculture



Projet appui à la filière semencière	Direction nationale de l'appui au monde rural
Projet appui développement rural plaines Daye, Hamdja, Koriomé	Direction nationale de l'appui au monde rural
Projet appui développement de la pêche continentale	Direction nationale de la pêche
Projet appui développement élevage zone Kayes sud	Direction nationale de la production et industries animales
Projet appui développement rural région de Mopti	Office riz Mopti
Projet appui développement rural région de Mopti CA	Coût administratifs
Projet appui/sélection multiplication Zébu Azawak phase II	Direction nationale des services vétérinaires
Projet d'aménagement périmètre irrigué de Maninkoura (PAPIM)	Office de développement rural de Sélingué
Projet d'appui à la filière blé dans la région de Tombouctou (Projet-Alkama)/mise en œuvre plan d'action Ble Dire	Ministère de l'agriculture
Projet d'appui à la filière échalotte phase I	Direction nationale de la promotion de la femme
Projet d'appui au développement communautaire (PADEC)	Ministère Développement social, solidarité et personnes âgées
Projet d'appui au développement rural de Tienkonou et Tamani (PADER-TKT)	Office riz Ségou
Projet d'appui aux organisations paysannes du plateau dogon pour une meilleure valorisation de leurs productions maraîchères (GTFS/MLI/030/ITA)	Direction nationale de l'agriculture
Projet de construction de parcs de vaccination	Direction nationale des services vétérinaires
Projet de développement élevage au Sahel (OCCI) Phase II PADESO	Ministère de l'élevage et de la pêche
Projet de développement élevage région Liptako Gourma	DAF Ministère de l'élevage et de la pêche
Projet de développement en zone lacustre phase II	Direction nationale de l'appui au monde rural
Projet de développement intégré Aval Manantali (PDIAM)	Direction nationale de l'aménagement/équipement rural
Projet de diffusion du riz Nerica	Institut d'économie rurale
Projet de réhabilitation du périmètre Agricole de Baguinéda, Contrat-Plan	Ministère de l'agriculture
Projet de transformation des sous-produits d'abattage	Direction nationale de la production et industries animales
Projet développement agricole/BID	Office du Niger
Projet développement intégré dans la région de Ségou	Office riz Ségou

<b>Projet développement pêche piscicole en zone OHVN</b>	Direction nationale de la pêche
<b>Projet développement rural intégré de Kita (PDRIK)</b>	Direction nationale de l'agriculture
<b>Projet d'intensification du périmètre irrigué de Baguinéda</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Projet environnement et appui de lutte contre la désertification/perspectives de développement</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Projet et réhabilitation/extension périmètre irrigué San ouest</b>	Direction nationale de l'appui au monde rural
<b>Projet Initiative pauvreté PPTE</b>	Direction administrative et financière MEA
<b>Projet multirégional gestion intégrée plantes aquatiques proliférantes AFOU</b>	Direction de la conservation de la nature
<b>Projet régional amélioration qualité cuirs/peaux</b>	DAF Ministère de l'élevage et de la pêche
<b>Protection/aménagement forêts et parcs nationaux</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Réhabilitation/extension des bâtiments ODRS</b>	Office de développement rural de Sélingué
<b>Réhabilitation d'expérimentation CEEMA Samanko</b>	Institut d'économie rurale
<b>Réhabilitation Ke-Macina phase II</b>	Office du Niger
<b>Réhabilitation périmètre Boky-Were Appui Office du Niger</b>	Office du Niger
<b>Réhabilitation site pastoral de Missabougou PPTE</b>	Gouvernorat de la région de Ségou
<b>Renforcement des capacités agriculture durable commune Cinzana</b>	Institut d'économie rurale
<b>Renforcement des capacités de la collecte et loc. matière gestion environnement</b>	Direction nationale de la conservation de la nature
<b>Renforcement moyens protection végétaux/denrées stockées</b>	DAF Ministère de l'agriculture
<b>Rénovation/réhabilitation centre piscicole Molodo</b>	Direction nationale de la pêche
<b>Réseau africain d'information environnement/AEIN</b>	Secretariat tech. perm. cadre inst. charge gest.oQuest. env
<b>S'équiper en reboisant</b>	Ministère de l'agriculture
<b>S'équiper pour vaincre la pauvreté</b>	Cabinet MDSSPA

## **ANNEXE 2. Données et sources des données pour l'analyse des dépenses publiques**

---

Parmi les données requises pour réaliser une analyse détaillée des dépenses publiques dans le cadre du projet SPAAA, on trouve:

- au niveau détaillé (c'est-à-dire au niveau des mesures de dépenses individuelles), les politiques qui génèrent des transferts de fonds en faveur du secteur agro-alimentaire, en particulier:
  - description détaillée des critères d'application de chaque politique (pour qui, comment, pour quel produit de base, à quelles conditions);
  - dépenses réelles;
  - source du financement (nationale et/ou aide internationale);
  - administration gouvernementale qui met en œuvre la politique (nationale, infranationale).
- au niveau consolidé (c'est-à-dire pour l'ensemble du secteur et des agences impliquées comme défini ci-dessus):
  - proportion des coûts administrative dans le total des dépenses;
  - budget des dépenses récurrentes et de celles propres au développement;
  - ratio des dépenses réelles rapportées aux allocations du budget;
  - part de l'aide dans les allocations budgétaires et dans les dépenses réelles;
  - type d'aide – prêts ou subventions;
  - dépenses hors budget.

L'analyse prend en compte les dépenses effectuées pour le développement du secteur rural au Mali (SDR, voir la Section 2 pour plus de détails). Les principales organisations gouvernementales du SDR sont le Ministère de l'agriculture, Le Ministère de l'énergie et de l'eau, le Ministère de l'élevage et de la pêche, et le Ministère de l'environnement et de l'assainissement, ainsi que leurs agences. Cependant, plusieurs autres ministères mettent également en œuvre des projets et des programmes dans le secteur rural. Parmi ceux-ci, on peut citer le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère des administrations territoriales et des communautés locales, le Ministère du développement social, de la solidarité et des personnes âgées et le Ministère de l'industrie, des investissements et du commerce. Toutes les mesures de dépenses engagées par ces ministères, applicables au domaine considéré ont été identifiées et prises en compte dans cette analyse.

La principale source d'information pour le projet et les programmes au sein du secteur SDR a été la Cellule de planification et statistiques (CPS) du Ministère de l'agriculture. La CPS a fourni la description détaillée de tous les projets et programmes dans le secteur, y compris leurs critères de mise en œuvre et leurs principaux objectifs.

Les données sur les allocations budgétaires et les dépenses réelles pour les projets et programmes identifiées proviennent de la Direction nationale de la planification du développement (DNDP)). Elle a

fourni des données à la fois pour les dépenses financées par les ressources nationales, et celles financées par l'aide étrangère.

Les informations sur les dépenses au niveau consolidé ont été obtenues à partir de la revue des dépenses publiques consacrées à l'agriculture produite par la CPS (CPS, 2011).

Au moment de l'élaboration de cette version préliminaire, le processus de collecte des données était encore en cours. Les données au niveau non consolidé pour 2010 n'étaient pas disponibles au moment où la base de données utilisée pour la version préliminaire a été construite. De ce fait, elles sont seulement provisoires, et dans une large mesure, s'appuient sur des estimations. La base de données finale contiendra les données 2010 pour les données non consolidées, et des valeurs mises à jour pour les données consolidées. Les données de ces deux catégories seront obtenues auprès de la DNDP.

Enfin, certaines informations n'étaient pas disponibles dans les bases de données identifiées au niveau national. En particulier, nous n'avons pas réussi à identifier une source de données nous permettant d'estimer la proportion de prêts et de subventions dans l'aide totale. De la même manière, il nous a été impossible de collecter de l'information sur les dépenses hors budget. Les sources de données externes, comme la base de données du système de suivi des créanciers de l'OCDE, peuvent être utilisées pour combler ce manque. Ces sources de données sont actuellement en cours d'examen.

Toutes les données utilisées dans l'analyse ont été collectées par l'Institut d'économie rurale, le principal partenaire technique du projet, sous le contrôle du Secrétariat du SPAAA.

### ANNEXE 3. Sources des données pour l'analyse des incitations et pénalisations

		<i>Description</i>	
<i>Concept</i>		<i>Observé</i>	<i>Ajusté</i>
<b>Prix étalon</b>	<b>Riz</b>	Prix CAF moyen annuel calculé à partir du prix en Thaïlande et ajusté pour le coût du fret et des assurances du transport maritime jusqu'au port de Côte d'Ivoire. Pour exprimer le prix FOB Thaïlande en prix CAF Abidjan les coûts de transport et de transbordement sont utilisés s'élevant à 95 dollars EU/tonne	N.A.
	<b>Lait</b>	Prix FOB moyen annuel calculé à partir d'une moyenne pondérée de la valeur unitaire des importations en Côte d'Ivoire du lait et crème concentrés et avec sucres ajoutés et du lait en poudre non-sucré >1,5 pour cent de matières grasses. Ce prix a été converti en FCFA, puis, afin d'être comparable au lait local, il a été ajusté en quantité (*0,14), ce qui a donné le prix frontière,	
	<b>Coton</b>	Prix FOB moyen annuel calculé à partir de l'indice Cotlook A	
	<b>Bétail</b>	Prix FOB moyen annuel calculé à partir de la valeur unitaire d'un bœuf moyen sur le marché de gros d'Abidjan en 2010, obtenu sur le site Esoko Côte d'Ivoire : <a href="http://www.esoko.com/?co=network#m=dashboard;sid=119">http://www.esoko.com/?co=network#m=dashboard;sid=119</a> . Les prix pour 2005 à 2009 ont été calculés par interpolation en fonction de l'index du taux d'inflation.	
	<b>Arachide</b>	Prix FOB moyen annuel calculé à partir de la valeur unitaire de l'arachide exportée par l'Argentine et ajusté pour le fret international jusqu'à la frontière Côte d'Ivoire - Mali	
	<b>Maïs</b>	Pour les années d'importation (2005, 2007, 2008, 2010), le prix étalon est le prix moyen annuel sur le marché de gros de Daloa dans la zone de production au nord de la Côte d'Ivoire tel que relevé par RESIMAO.  Pour les années d'exportation (2006, 2009), le prix étalon est le prix moyen annuel relevé sur le marché de gros de Thilène au Sénégal et de Kayako au Sénégal tel que relevé par RESIMAO.	
	<b>Mil/Sorgho</b>	<b>Mil</b> : Prix FOB moyen annuel calculé à partir du prix de gros du mil sur le marché de Katoko à Niamey pour 2005 et 2010 (RESIMAO), du prix gros du mil sur le marché de Daloa (Côte d'Ivoire) de 2006 à 2009 (OMA).  <b>Sorgho</b> : Prix FOB moyen annuel calculé à partir du prix de gros du sorgho sur le marché d'Abidjan de 2005 à 2010 (RESIMAO).	
<b>Prix au niveau du grossiste</b>	<b>Riz</b>	Prix moyen annuel observé tel que relevé par l'OMA	N.A.

	<b>Lait</b>	Prix moyen annuel calculé à partir du prix grossiste du lait liquide local auprès de la principale laiterie du pays, Mali Lait à Bamako, qui utilise à la fois du lait importé et local. Déterminé par enquête SPAAA.	
	<b>Coton</b>	Prix moyen annuel calculé à partir du prix de la valeur des ventes de la fibre de coton par les usines de la CMDT. Ces valeurs ont été ajustées pour les coûts d'accès de l'usine au port d'embarquement.	
	<b>Bétail</b>	Prix moyen annuel calculé à partir du prix grossiste mensuel du marché de gros Kati Dral, obtenu auprès de l'Observatoire des Marchés Agricoles (OMA).	
	<b>Arachide</b>	Prix moyen annuel calculé à partir du prix du détail et ajusté pour la valeur de la marge commerciale du détaillant tel que relevé par l'OMA	
	<b>Maïs</b>	Prix moyen annuel observé sur le marché de Bamako (2006), de Koutiala (2009), ou de Sikasso (2005, 2007, 2008, 2010) tel que relevé par l'OMA	
	<b>Mil/Sorgho</b>	<b>Mil</b> : Prix moyen annuel calculé à partir du prix grossiste de Koutiala pour 2005 et 2010 (OMA), du prix grossiste de Ségou de 2006 à 2009 (OMA). <b>Sorgho</b> : Prix moyen annuel calculé à partir du prix grossiste de Niaréla à Bamako, de 2005 à 2010 (OMA).	
<b>Prix au producteur</b>	<b>Riz</b>	Prix moyen annuel tel que relevé par la CMDT.	N.A.
	<b>Lait</b>	Prix moyen annuel payé aux éleveurs péri-urbains de Bamako par le centre de collecte de Ouelessebougou, déterminé par enquête SPAAA.	
	<b>Coton</b>	Prix moyen annuel tel que relevé par la CMDT.	
	<b>Bétail</b>	Prix moyen annuel calculé à partir du prix mensuel du marché d'éleveurs de Niore, dans la région de Kayes, connecté au marché de Kati Draal tels que relevés par l'OMA.	
	<b>Arachide</b>	Prix moyen annuel dans la localité de Badingo qui est une des principales régions de production tel que relevé par l'OMA	

	<b>Maïs</b>	Prix moyen annuel observé dans la localité de Loulouni province de Sikasso qui est la principale région de production tel que relevé par l'OMA. Le prix au producteur est un prix moyen sur l'année qui n'est pas pondéré par les quantités.	
	<b>Mil/Sorgho</b>	<b>Mil</b> : Prix moyen annuel calculé à partir du prix producteur de Siraguélé (région de Sikasso) pour 2005 et 2010 (OMA), du prix producteur de Monimpèbougou (région de Ségou) pour 2005 et 2010  <b>Sorgho</b> : Prix moyen annuel calculé à partir du prix producteur de Diola (région de Koulikoro) pour 2005 à 2010 (OMA).	
<b>Taux de change</b>	<b>Riz</b>	Le taux de change nominal FCFA/dollar EU est issu de la base de données du FMI. Le taux de change utilisé est une moyenne des données mensuelles qui a été préférée à la moyenne des données journalières qui n'était pas disponible pour toutes les années étudiées.	Il a été considéré que le taux de change FCFA/dollars EU est surévalué de 20 pour cent depuis 2007. Cette hypothèse provient d'ETTA-NKWENNA, Jeonga et al, 2010, et le choix de l'appliquer à 2007 a été fait par l'équipe SPAAA.
	<b>Lait</b>		
	<b>Coton</b>		
	<b>Bétail</b>	Le taux de change n'est pas appliqué car les échanges s'effectuent principalement dans la sous-région et donc au sein de la même zone monétaire du Franc CFA.	NA
	<b>Arachide</b>		
	<b>Maïs</b>		
	<b>Mil/Sorgho</b>		
<b>Coût d'accès grossiste -</b>	<b>Riz</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention, stockage et marge	

frontière (point de compétition)		commerciale sur le segment grossiste point de compétition.	
	<b>Lait</b>	Le calcul de ces coûts d'accès a pris en compte le prix du transport, le péage, manutention, les frais de transit, les frais financiers, les SDV une estimation des marges commerciales (10 pour cent du prix de revient) et les frais illicites. Ces données proviennent de la structure de calcul de l'importation du lait en poudre de la zone européenne établie par la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC) en 2009, ainsi que d'enquêtes auprès des transporteurs et syndicats de transporteurs de camion.	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les coûts d'accès sont ajustés pour déduire les frais illicites</li> <li>- La marge commerciale est estimée à 5 pour cent .</li> </ul>
	<b>Coton</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention, stockage et marge commerciale sur le segment grossiste point de compétition.	Les coûts d'accès correspondent aux données rapport de la Banque mondiale sur le transport en Afrique.
	<b>Bétail</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès, déterminés par enquête du projet MAFA/SAPAA auprès des exportateurs. Ces composantes sont les frais de transport, de manutention, de péage, de taxe sur le marché de bétail d'Abidjan, et de prélèvements illicites, ainsi que la marge.	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les coûts d'accès sont ajustés pour déduire les frais illicites</li> <li>- La marge commerciale est estimée à 5 pour cent .</li> </ul>
	<b>Arachide</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention, stockage et marge commerciale sur le segment grossiste point de compétition. La marge commerciale est estimée à estimée à 10 pour cent.	



	<b>Maïs</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention, stockage et marge commerciale sur le segment grossiste point de compétition. La marge commerciale est estimée à estimée à 10 pour cent.	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente :
	<b>Mil/Sorgho</b>	Le calcul de ces coûts d'accès a pris en compte le prix du transport, le péage, manutention, les frais de transit, les frais d'inspection, les péages et pesage, une estimation des marges commerciales (10 pour cent du prix de revient) et les frais illicites. Ces données proviennent des enquêtes SPAAA (notamment les frais illicites) et de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC) en 2009, ainsi que d'enquêtes auprès des transporteurs et syndicats de transporteurs de camion.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les coûts d'accès sont ajustés pour déduire les frais illicites</li> <li>- La marge commerciale est estimée à estimée à 5 pour cent.</li> </ul>
<b>Coût d'accès producteur - grossiste</b>	<b>Riz</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention, stockage et marge commerciale sur le segment producteur - grossiste. La marge commerciale est estimée à estimée à 10 pour cent. .	
	<b>Lait</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès, déterminés par enquête SPAAA auprès du centre de collecte de Ouelessebouyou: transport, manutention, traitement du lait, et marge commerciale de 10 pour cent du prix de revient. Aucun frais illicite n'a été identifié sur ce trajet.	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente, la marge commerciale est estimée à 5 pour cent.
	<b>Coton</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention pour la collecte, le pesage, et le stockage et la marge commerciale sur le segment producteur - grossiste. Les données utilisées proviennent de la CMDT (Estur 2009) et d'enquêtes complémentaires menées par l'équipe du projet SPAAA auprès de la CMDT.	N.A
	<b>Bétail</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès, déterminés par enquête du projet SPAAA auprès des éleveurs de Bamako. Ces composantes sont le transport, la marge du commerçant, la manutention, la commission du négociateur (déterminée grâce à un rapport de la SNV), les taxes sur les marchés à bétail et les prélèvements illicites	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente, la marge commerciale est estimée à 5 pour cent.
	<b>Arachide</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention, stockage et marge commerciale sur le segment producteur - grossiste. La marge commerciale est estimée à estimée à 10 pour cent.	
	<b>Maïs</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès: transport, manutention, stockage et marge commerciale sur le segment producteur - grossiste. La marge commerciale est estimée à estimée à 10 pour cent.	

		<b>Mil/Sorgho</b>	Les coûts d'accès correspondent à la somme des composantes des coûts d'accès, déterminés par enquête SPAAA et revue de littérature: transport, manutention, frais illicites, et marge commerciale. Les frais illicites ont été déterminés par estimation.	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente, la marge commerciale est estimée à 5 pour cent et les frais illicites sont retranchés, sauf pour le trajet Siraguélé-Koutiala, de seulement 15 km.
<b>Ajustement QT</b>	<b>Front Gros</b>	<b>Riz</b>	N.A	N.A.
		<b>Lait</b>	0,14 pour convertir le lait en poudre importé en lait liquide. Meyer et Duteurtre, 2001.	N.A
		<b>Coton</b>	0.42 pour le rendement de la transformation du coton graine en coton fibre  0.94 pour de tenir compte du fait qu'un kilogramme de coton graine transformé produit de la fibré mais aussi 600 gr de farine valorisée par la CMDT auprès des huileries mais non incluse dans la rémunération du producteur.	
	<b>Gros – Prod</b>	N.A	N.A	
<b>Ajustement QL</b>	<b>Front Gros</b>	<b>Riz</b>	Pour tenir compte de la préférence pour le riz local un coefficient correspondant au ratio des prix riz local / riz importé est appliqué	N.A.
	<b>Gros – Prod</b>	N.A	N.A.	N.A.

## ANNEXE 4. Prix utilisés pour l'analyse des incitations et pénalisations

Produit	Source	Notes	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Riz</b>								
Prix étalon	International Grain Council	Prix CAF Thaïlande riz RM40, converti en FCFA et ajusté avec le transport maritime, les assurances et le fret au port d'Abidjan.	177,944	186,381	184,700	311,526	257,842	276,223
Prix grossiste	OMA	Marché de gros de Niaréla, Bamako. Riz local (tout type)	267,000	262,000	263,000	327,000	326,000	293,000
Prix producteur	OMA	Marché de gros de Niono, région de Ségou. Riz local (tout type).	236,000	223,000	223,000	291,000	277,000	242,000
<b>Coton</b>								
Prix étalon		Prix international coton indice "Cotlook A" Moyen-Orient	606,577	647,474	607,853	719,936	674,466	846,450
Prix grossiste			553,000	647,600	624,100	693,200	783,250	800,000
Prix producteur			160,000	165,000	160,000	200,000	170,000	185,000
<b>Bétail viande</b>								
Prix étalon	<a href="http://www.esoko.com">www.esoko.com</a>	Marché de gros d'Abidjan, bœuf moyen vif	261,192	286,251	298,334	280,114	311,620	314,736
Prix grossiste	OMA	Marché de gros de Kati Draal, région de Koulikoro, bœuf vif moyen de boucherie	205,000	213,200	193,103	218,692	225,068	248,903
Prix producteur	OMA	Marché de gros de Nioro, région de Kayes, bœuf vif moyen de boucherie	186,000	193,440	162,051	165,258	177,808	177,706
<b>Mil</b>								
Prix étalon	RESIMAO	Marché de gros de Katako à Niamey, (2005 et 2010), marché de gros de Daloa en CI (2006-2009)	187,000	217,114	220,588	225,000	379,000	205,000

Prix grossiste	OMA	Koutiala, Région de Sikasso (2005 et 2010),et Ségou (2006-2009)	151,000	106,000	93,000	124,000	140,000	129,000
Prix producteur	OMA	Siraguélé, région de Sikasso (2005 et 2010), et Monimpébougou,Ségou (2006-2009)	137,000	97,000	72,000	106,000	117,000	118,000
<b>Sorgho</b>								
Prix étalon	RESIMAO	Marché de gros d'Adjamé à Abidjan	268,625	228,700	155,050	204,800	332,300	203,725
Prix grossiste	OMA	Marché de gros de Niaréla à Bamako	159,000	150,000	110,000	128,000	153,000	136,000
Prix producteur	OMA	Diola, région de Koulikoro	114,000	86,000	77,000	92,000	105,000	106,000
<b>Arachide</b>								
Prix étalon	RESIMAO	Marché de gros d'Adjamé à Abidjan, décortiquée	383,000	458,000	423,000	424,000	373,000	443,000
Prix grossiste	OMA	Marché de gros de Niaréla à Bamako, décortiquée	342,911	332,500	394,250	416,100	328,700	315,400
Prix producteur	OMA	Badingo, région de Kayes, décortiquée	263,000	238,000	301,000	328,000	219,000	226,665
<b>Lait de vache</b>								
Prix étalon	Oceania Indicative Trade Price	Prix CAF Nouvelle-Zélande, converti en FCFA et ajusté avec le transport maritime, les assurances et le fret au port d'Abidjan. Lait en poudre non-écrémé 26 pour cent de matière grasse	1,235,385	1,190,640	1,995,261	1,767,743	1,176,965	1,759,598
Prix grossiste	Enquête SPAAA	Laiterie industrielle Mali-Lait, Bamako, lait liquide non-écrémé	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000
Prix producteur	Enquête SPAAA	Centre de collecte de Ouelessebouougou, région de Koulikoro, lait liquide non-écrémé	293,750	293,750	293,750	293,750	293,750	293,750
<b>Maïs</b>								
Prix étalon	RESIMAO	Marché de gros de Daloa, CI, (2005, 2007,2008,2010); marché de gros de Tilène à Dakar, 2006; marché de gros de Katoko à Niamey, 2009	83,000	149,000	75,639	77,000	216,600	110,000

Prix grossiste	OMA	Marché de gros de Sikasso (2005, 2007, 2008, 2010); marché de gros de Niaréla à Bamako, 2006; marché de gros de Koutiala, 2009	94,000	111,000	91,000	125,000	126,000	121,000
Prix producteur	OMA	Loulouni, région de Sikasso (2005 à 2008, 2010); Siraguélé, région de Sikasso (2009)	90,000	69,000	69,000	98,000	115,000	92,000

**ANNEXE 5. Coûts d'accès pour l'analyse des incitations et pénalisations**

Produits	Route	Composante du coût d'accès	Source	2005	2006	2007	2008	2009	2010
				36,028	-	35,292	35,428	-	38,728
<b>Mais</b>	Daloa-Sikasso	Frais de transit à la frontière au grossiste	Enquête SPAAA	1,607		1,607	1,607		1,607
		Frais d'inspection (frais phytosanitaires)	OMA	500		500	500		500
		Manutention à la frontière et sur le marché grossiste	Auteur	1,000		1,000	1,000		1,000
		transport à la frontière au grossiste	Google Map, Annuaire Statistique sur le transport au Mali 2005 et 2009	22,100		22,100	22,100		22,100
		Marge commerciale estimé sur le marché de grossiste (10%)	Auteur	10,821		10,085	10,221		13,521
				-	66,533	-	-	-	-
	Bamako -	Frais de transit grossiste à la frontière	Enquête SPAAA		1,607				



































### **Analyse des acteurs clés**

La notion de fenêtre d'opportunité politique rappelle bien l'importance d'apprécier «la possibilité de mettre en œuvre une politique en fonction des forces politiques organisées, de l'opinion publique, du pouvoir exécutif et des capacités de négociation collectives». Ceci renvoie à une partie cruciale de l'analyse d'économie politique, celle des acteurs. En définissant le pouvoir réel et l'intérêt des acteurs principaux qui gravitent autour de la mise en œuvre du projet SPAAA, nous pouvons identifier les forces en présence et sur cette base estimer les chances réelles de concrétisation et de pérennisation du projet. Il s'agit donc d'identifier le positionnement des acteurs face au projet SPAAA, afin de garantir sa réussite, c'est-à-dire l'accomplissement des objectifs fixés.

Deux méthodes ont été utilisées pour recenser les acteurs clés autour du projet : à partir de l'implication des acteurs par rapport au projet et à partir des forums où se nouent les relations dans le secteur:

#### **a. Acteurs et rôle dans le projet**

Plusieurs acteurs ont été recensés à partir de leur implication dans la conception et la mise en place du projet. Quatre catégories ont été utilisées, les acteurs:

- i. finançant le projet: Fondation Bill & Melinda Gates, FAO, USAID, etc.;
- ii. mettant en œuvre/soutenant techniquement le projet: FAO, OCDE, Banque mondiale, IFPRI au plan international et IER-ECOFIL, CPS-SDR au plan national, etc.;
- iii. impliqués dans le projet autrement que par la mise en œuvre: Banque mondiale, CountrySTAT, Ministère de l'agriculture, organisations professionnelles et paysannes, etc.;
- iv. concernés par le projet mais absents du processus: certaines coopérations bilatérales, banques, entreprises, certaines organisations de producteurs.

#### **b. Acteurs par forums**

Les forums peuvent être définis comme des lieux ou des espaces où se constituent les débats autour des différentes dimensions du projet SPAAA. C'est au sein des forums que se construisent les représentations du projet. Par conséquent beaucoup d'acteurs ont été identifiés dans plusieurs forums à la fois. Nous pouvons identifier quatre forums:

- v. forum scientifique: IER-ECOFIL, CILSS, FAO, Banque mondiale, etc.;
- vi. forum politique: Ministères, UEMOA, CEDEAO, partenaires techniques et financiers (PTFs), Organisations de producteurs faïtières (CNOP, AOPP) etc.;
- vii. forum de l'entreprise: agence de promotion de l'investissement, banques, CMDT, etc.;
- i. forum associatif: PTF, organisations de producteurs, etc.

### *Analyse du pouvoir et des intérêts des acteurs*

La quantification du pouvoir et des intérêts du grand nombre d'acteurs recensés nous offre une représentation visuelle des acteurs-clés pour la réussite du projet SPAAA au Mali. Le pouvoir des acteurs a été évalué en fonction de leur capacité à contribuer à la réussite des objectifs du projet, tandis que leur intérêt a été quantifié en fonction de leur volonté potentielle à voir les objectifs du projet se concrétiser. Des notes pondérées ont ainsi été attribuées dans ces deux catégories en fonction de différents critères<sup>13</sup>. Les acteurs les plus importants, au nombre de 21, ont ainsi été évalués. Certains constats peuvent être tirés de la représentation obtenue (voir Figure 53) pour les quatre groupes identifiés:

1. La FAO Mali, le Ministère de l'agriculture et la Banque mondiale apparaissent comme les acteurs ayant le plus fort pouvoir à contribuer potentiellement à la réussite du projet SPAAA. Ceci s'explique par leurs ressources budgétaires importantes, mais aussi leur réseau, leur capacité à influencer les politiques, leur pérennité et leur capacité à occuper le territoire. Cependant, l'intérêt de la Banque mondiale à la réussite du projet est relativement faible, tandis que celui du Ministère de l'agriculture est tiré à la baisse par les incertitudes sur sa volonté politique d'utiliser les résultats SPAAA. Le bureau de la FAO à Bamako soutenue par le siège de la FAO à Rome est logiquement l'acteur le plus intéressé par la réussite du projet.
2. On distingue ensuite une deuxième tranche d'acteurs dont le pouvoir de contribuer à la réussite du projet reste relativement élevé. Parmi ces acteurs, l'IER-ECOFIL domine par son très fort intérêt à la réussite du projet, de même que la CPS, le MEF et la DNPD. Le pouvoir de la CPS, de l'IER, de la DNPD et du MEP s'explique par leur contribution directe au projet SPAAA. Comme pour le MA, l'intérêt du MEP est moyen du fait des incertitudes sur son intérêt porté aux résultats du projet ou à l'exploitation de ces résultats. Il apparaît donc fondamental de convaincre les Ministères de s'engager davantage y compris dans l'utilisation future des résultats du projet. Les coopérations bilatérales se situent dans le niveau bas de ce 2e groupe, avec un intérêt moyen. La CMDT enfin a un faible intérêt au succès du projet SPAAA, notamment car elle dispose déjà de beaucoup de données sur la filière coton que le projet lui-même n'a pas, et parce que certaines conclusions du projet pourraient ne pas lui être entièrement favorables.
3. Un troisième groupe se distingue par l'intérêt moyen ou élevé des acteurs à la réussite du projet, malgré leur faible pouvoir à contribuer à sa réussite. L'OMA en tant que système d'information des marchés n'a d'impact sur la réussite du projet que par sa bonne volonté de collaboration ou non, tandis que COUNTRYSTAT en tant que projet d'information statistique n'a pas non plus de poids propre ou de réseau dans les décisions politiques qui le rendrait particulièrement influent. La CNOP, l'AOPP l'API, l'APCAM et le CSA constituent un autre sous-groupe, caractérisé par un pouvoir faible et un intérêt moyen à la réussite du projet. L'intérêt moyen montre cependant qu'il faut prendre en compte ces structures, quatre d'entre elles représentent en effet des portes vers les forums associatifs et privés visés par les objectifs secondaires du projet, tandis que le CSA est un acteur politique important sur le domaine de la sécurité alimentaire visé par la FAO. Faire bouger ces acteurs en révélant des

<sup>13</sup> Le détail de la méthodologie employée est disponible dans la note technique spécifique et une version simplifiée est consultable en annexe du rapport.

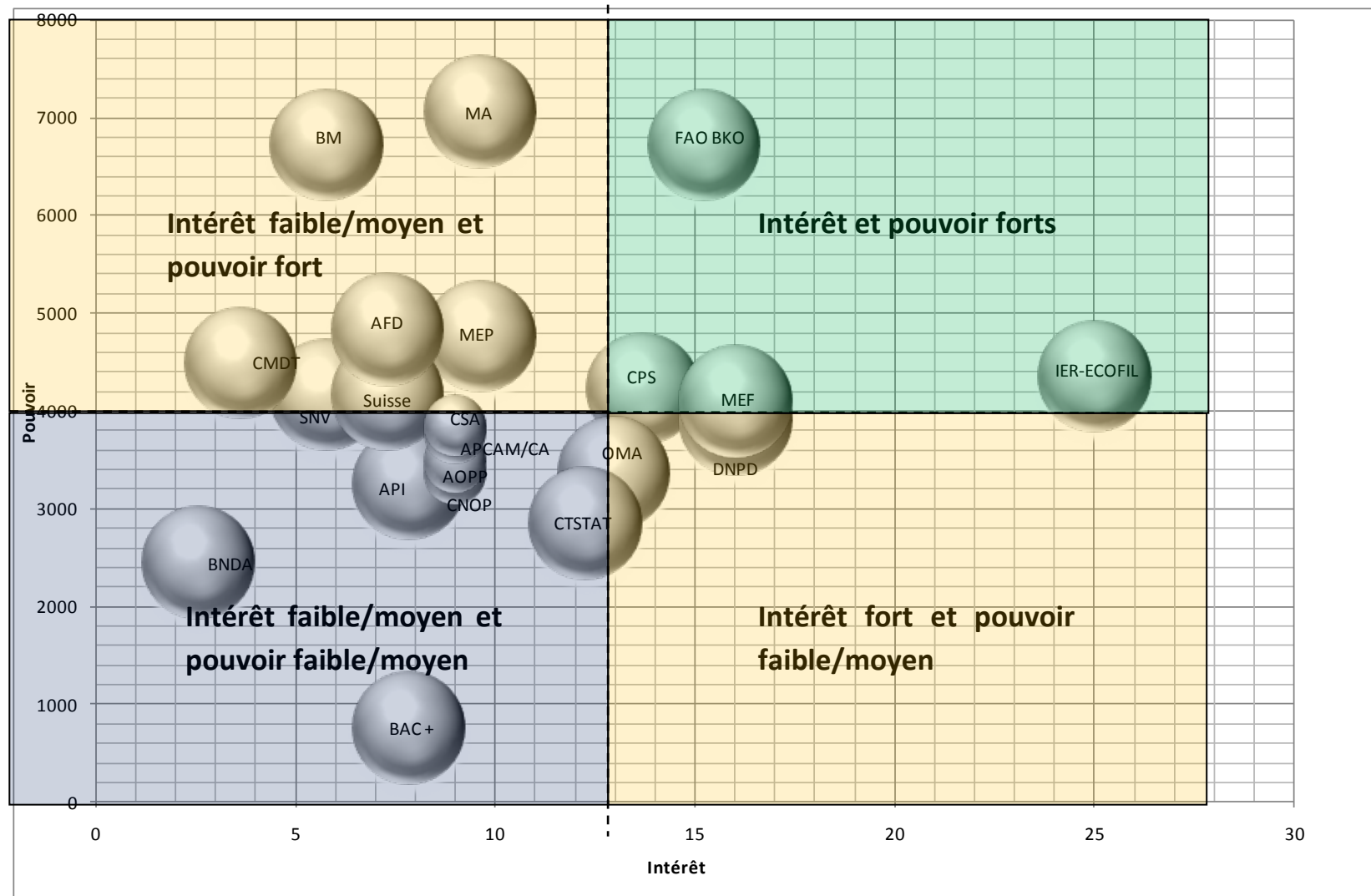
intérêts sous-jacents pour eux pourrait être favorable à l'appropriation du projet et par conséquent à sa pérennité comme son besoin d'institutionnalisation.

4. Le dernier groupe est constitué par la BNDA et le cabinet de consultance BAC +. Les deux possèdent un faible pouvoir à faire réussir le projet, cependant il faut noter l'intérêt réel de BAC + à sa réussite, à la différence de la BNDA qui n'a pas d'intérêt particulier.

Un travail important de recherche de données supplémentaires serait nécessaire pour améliorer la finesse ce travail d'analyse en classifiant davantage d'acteurs et en affinant les notes attribuées. Il serait par exemple intéressant et utile d'inclure dans l'analyse la Banque africaine de développement (BAD) qui semble à priori être un partenaire naturel du projet SPAAA mais qui est totalement absente.



Figure 53: Représentation visuelle des acteurs-clés autour du projet SPAAA par pouvoir et intérêt



### *Liens entre les acteurs*

Le réseau existant entre les différents acteurs identifiés autour du projet SPAAA est également matérialisé à l'aide du logiciel d'analyse des réseaux sociaux Cuttlefish<sup>14</sup>. La méthodologie, basée sur l'attribution de notes quantifiant l'intensité du lien entre les différents acteurs, est détaillée en annexe. Quelques conclusions préliminaires peuvent être tirées de cette représentation visuelle.

#### **1. Le cœur du réseau**

Il y a tout d'abord un «cœur», représenté ici par un grand cercle bleu. Au centre, le Ministère de l'agriculture (MA) qui concentre les liens les plus forts avec tous les acteurs. Le MA est l'organe central étatique organisant l'action publique autour de l'agriculture et l'alimentation. On identifie également le Ministère de l'élevage et de la pêche, qui joue un rôle tout aussi important dans la définition d'une partie des politiques nationales consacrées à l'Agriculture. Il est intéressant de voir que la CPS et l'IER-ECOFIL, ciblés par le projet SPAAA comme partenaires techniques et du dialogue politique, se trouvent au centre du réseau. Il faut rappeler ici que le réseau ne prend pas en compte le pouvoir : si l'IER est un acteur effectivement bien connecté dans le Secteur Agricole et Rural, son pouvoir n'en demeure pas moins limité. La Banque mondiale apparaît comme le seul acteur non-étatique du cœur. Ceci est dû à son influence importante dans la définition des politiques étatiques maliennes qui lui vaut d'être bien connectée aux institutions centrales ce qui de manière surprenante ne semble pas être le cas de la FAO.

#### **2. Le forum scientifique/politique agricole et alimentaire**

Le cercle jaune montre le groupe dans lequel se situe la FAO Bamako. La FAO se situe ici avec CountrySTAT (émanation de la FAO mais fortement ancré nationalement), la CPS, et l'OMA, qui constituent des acteurs à la fois relié au forum scientifique (travail technique) et politique: dialogue politique pour la CPS, rôle d'assistance technique et aux politiques pour la FAO y compris un rôle secondaire de bailleur, rôle d'appui technique et de conseil pour CountrySTAT, connexion de l'OMA avec son ministère de tutelle.

#### **3. Le forum privé**

Le demi-cercle orange sur la gauche de la représentation montre un trio AFD-BNDA-CMDT, dont la proximité n'est pas dû au hasard étant donné les liens entre ces trois acteurs en particulier sur le secteur du coton. La proximité de la CMDT avec la FAO ou l'OMA est sans signification particulière.

#### **4. Le forum associatif**

L'ellipse rose en haut de la représentation montre un groupe d'acteurs cohérents, composé des coopérations bilatérales suisses et néerlandaises, ainsi que de la CNOP et de l'AOPP. Ceci est dû au travail réalisé par ces coopérations bilatérales en soutien des organisation de producteurs, matérialisé par des liens forts, et au lien institutionnel évident entre l'AOPP et la CNOP, la première faisant partie de la seconde.

---

<sup>14</sup> Cuttlefish est un logiciel de droit libre, accessible gratuitement sur <http://cuttlefish.sourceforge.net/>











